

L'Europe, miracle de la paix menacé

Par **Cyrille Schott** | 24/05/2019, 10:14 | 8723 mots



Cyrille Schott. (Crédits : DR)

OPINION. Avec l'invention de l'Europe, d'abord avec la CECA en 1951, on voit pour la première fois dans l'histoire apparaître un ensemble constitué pacifiquement, dans la liberté et avec l'assentiment des peuples. L'Europe repose sur cet assentiment des peuples, librement consenti, ce qui en soi est un miracle de la paix, d'autant plus grand qu'il s'agit de vieilles nations, profondément enracinées dans l'histoire et qui se sont tant combattues. Cette «fragilité», que constitue l'assentiment des peuples, représente paradoxalement la force de l'Union. Par Cyrille Schott, préfet (h.) de région, ancien directeur de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), membre du bureau d'EuroDéfense France.

Si l'Europe a permis l'éclosion de la religion, le christianisme, qui enseigne l'amour du prochain et, dans ses fondements, rejette le glaive, elle a aussi provoqué la guerre la plus mangeuse d'hommes de tous les temps, la Seconde Guerre mondiale, et a

été, au moins deux fois, au cœur d'une guerre qui a touché le monde entier. A l'issue de la première guerre mondiale, la France voulut une paix « sévère » pour l'Allemagne : « l'Allemagne paiera ». Les cinq traités de paix, dont celui de Versailles, furent subis par les vaincus et, après la crise économique qui suivit 1929 et la montée du nazisme, les Allemands s'enflammèrent, emportés par le verbe maléfique d'Hitler, contre le « diktat de Versailles » et rêvèrent de revanche.

Un basculement s'opère au lendemain de la dernière guerre. Si des réparations sont exigées à l'Est de l'Allemagne par l'URSS stalinienne, à l'Ouest va s'imposer le « miracle de la paix », selon la belle expression de Pierre Pflimlin. Ce miracle est dû à des hommes, qui au lieu de punir l'Allemagne, veulent que s'arrêtent ces épouvantables tueries. Ils ont pour nom Schuman, Monnet, de Gasperi, Spaak, Adenauer. Ce sont majoritairement des démocrates-chrétiens, mais pas seulement, le belge Spaak étant social-démocrate. Sans doute peuvent-ils s'appuyer sur une fatigue des peuples, dont la sève nationaliste et belliqueuse a été épuisée en deux guerres mondiales, la fin de la première ayant déjà suscité l'espoir que ce serait la « Der des der ». Ils savent ruser, en mettant un grand pragmatisme au service d'un grand idéal, celui de la paix. Ils réussissent à placer sous une autorité commune, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, les industries de guerre, celles de l'acier et du charbon, productrices des canons et autres armes. L'aventure européenne est lancée et va conduire jusqu'à notre Union européenne.

Arrêtons-nous sur cette aventure. C'est la première fois dans l'histoire qu'un tel ensemble est constitué pacifiquement, dans la liberté et avec l'assentiment des peuples, même si leurs dirigeants ont dû parfois ruser pour poursuivre le cheminement. Les empires, ces ensembles pluriethniques ou multinationaux, étaient jadis forgés par le glaive d'un conquérant, d'un Alexandre, d'un César, d'un Charlemagne, d'un Napoléon, ou bâtis par le mariage des princes, comme chez les Habsbourg, dont l'une des devises était, *Bella gerant alii, tu felix Austria nube, Les autres font la guerre, toi, heureuse Autriche, tu te maries !* Ils étaient maintenus par un mélange de force et de sagesse de leurs dirigeants, mais n'étaient pas fondés sur l'accord des peuples. Ils obtenaient au mieux leur résignation, tant que ces peuples ne pensaient pas vivre dans une « prison des peuples », sentiment qui se développe au 19e siècle, celui des nationalismes.

L'Europe repose sur cet assentiment des peuples, librement consenti, ce qui en soi est un miracle de la paix, d'autant plus grand qu'il s'agit de vieilles nations, profondément enracinées dans l'histoire et qui se sont tant combattues. Il y a certes une fragilité dans cet assentiment des peuples, qui doit perdurer pour que dure le miracle. Songeons toutefois que les empires reposant sur la force d'un conquérant ou le mariage des souverains se sont effondrés. Cette « fragilité », que constitue l'assentiment des peuples, représente paradoxalement la force de l'Union.

La pulsion nationaliste demeure, la guerre a resurgi

La pulsion nationaliste n'est cependant pas morte en Europe. Elle reste vigoureuse dans l'Est et le Sud-Est du continent. La guerre y a resurgi. Appuyée sur les identités confessionnelles, elle a ensanglanté la décennie 1990, en disloquant l'ensemble yougoslave. La pulsion nationaliste a nourri les guerres du Caucase, qui ont commencé dès 1992. L'Ukraine est en guerre depuis 2014. Elle vit les tensions liées à la construction d'une nation, dans laquelle tous les habitants ne se reconnaissent

pas, et aux tentatives de l'empire russe de ne pas permettre le détachement complet de cette terre slave, ressentie comme appartenant à son cœur historique.

Après la seconde guerre mondiale, les nations de l'Europe de l'Est ont été soumises, une nouvelle fois, à un empire : l'empire soviétique. Lorsque celui-ci s'est effondré, le couvercle posé sur les passions nationales par l'empire a été soulevé et contrairement à l'Ouest du continent, où ces passions ont largement pu s'exténuer dans deux conflits sanglants, elles sont restées vives dans cette partie de l'Europe, où les empires, sauf dans la brève période de l'entre-deux guerres, n'ont cessé, en les brimant, de les contenir.

Par ailleurs, la Russie, qui est un empire diminué, dans sa volonté de restaurer la fierté nationale et d'empêcher que l'Union européenne et l'Alliance atlantique continuent d'avancer sur ses flancs, y entretient des conflits larvés.

Sans remettre en cause le fondamental « miracle de la paix » entre les Etats, la pulsion nationaliste n'est pas complètement éteinte à l'Ouest de l'Europe et s'y est exprimée, de façon violente dans des terrorismes internes aux Etats, en Irlande du Nord ou dans le pays basque espagnol, de façon pacifique dans les tentations sécessionnistes, en Catalogne et en Ecosse. Elle anime aussi le souverainisme, qui a inspiré la volonté sécessionniste du Royaume uni par rapport à l'Union. Cette volonté doit aussi être rapprochée d'une nostalgie impériale, fondée sur des liens persistants, spécialement avec les pays du vieux Commonwealth, qui sont des liens de sang, de culture et même de gouvernance avec une souveraine commune.

Le miracle de la paix opère encore en Irlande, où l'appartenance à l'Union européenne des deux parties de l'île a permis l'accord de paix et l'effacement de la frontière, mais il y est menacé par le Brexit, avec la menace d'un rétablissement de cette frontière et des troubles consécutifs. Ce miracle opère aussi dans les Balkans, où la perspective d'une entrée, même lointaine, dans l'Union contient les passions nationales. C'est ce qui a incité récemment la Macédoine à trouver un accord avec la Grèce au sujet de son nom. Si l'Union disparaissait et avec elle cette perspective, les conflits ethniques non soldés réapparaîtraient avec force.

Consolider le miracle de la paix, face aux menaces pesant sur lui

Les principales limites du miracle de la paix s'expriment, nous l'avons vu, dans les approches de la Russie. La paix là-bas n'advientra probablement qu'à travers un vrai rapprochement entre ces deux ensembles que forment l'Union européenne et la Russie. Dans l'immédiat, la plupart des voisins européens de la Russie voient surtout en celle-ci une menace ne pouvant être contenue que par l'allié américain, grâce à l'OTAN. Le rapprochement évoqué ci-dessus devra donc inclure les Etats-Unis.

En contenant la menace soviétique derrière le rideau de fer, ceux-ci ont permis la marche de la construction européenne. Cependant, ils représentent désormais une menace pour celle-ci, l'*America first* du président Trump visant à se retrouver dans une relation bilatérale avec chaque pays européen, dans une relation du fort au faible, du dominant au vassal, et non dans une relation entre deux ensembles puissants.

Sans Union, une relation inégale s'établirait aussi entre chaque pays européen et la Russie, qui demeure, même réduit, un empire. L'absence de l'Union ouvrirait, par ailleurs, une voie de plus en plus large aux actions de la Chine, qui représente un

vrai défi pour nos démocraties occidentales, avec son système que l'on pourrait caricaturer par l'adresse ainsi adressée à son peuple : « *Tais-toi et mange !* », en d'autres termes : « *Renonces à ta liberté et l'Etat t'apportera le bien-être matériel et conduira tranquillement ton pays sur le chemin de la première puissance mondiale.* » Déjà, les Chinois organisent avec les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Union des sommets réguliers et ne demanderaient pas mieux que de détruire cette puissance économique et démocratique gênante que représente l'Union européenne.

L'affaiblissement de l'Union, voulue par les souverainistes, ne contribuerait pas à la paix sur le continent, mais ouvrirait le champ à de nouveaux conflits.

L'Europe a réalisé de grandes avancées pour sa sécurité intérieure, grâce à une multitude de dispositions pour renforcer les coopérations entre les polices et les justices, pour développer l'échange d'informations grâce notamment à des fichiers communs. Elle a raison de vouloir avancer dans le domaine de sa défense et les initiatives récentes - coopération structurée permanente, fonds européen de défense, initiative européenne d'intervention, entre autres - sont bonnes. Il est souhaitable qu'un vrai pilier européen de la défense prenne sa place dans l'Alliance atlantique, régulièrement mise en cause par Trump. Ainsi l'Union européenne pourra constituer un garant crédible de la paix sur tout le continent et œuvrer, dans une position de puissance suffisante, à l'établissement de rapports pacifiés entre elle-même, les Etats-Unis et la Russie.

Et dans ce monde, où le *hard power* tend à revenir, elle pourra peser plus qu'elle ne le fait, face à ces Etats-continent, que sont les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, ou le Brésil. Songeons que la Russie s'étend sur 17 millions de km², les Etats-Unis et la Chine sur 9 millions, le Brésil sur 8 millions et notre Europe sur 4 millions. A cette aune, nos nations se comparent à des confettis. Au demeurant, si je vois une menace pour la paix dans la sève nationaliste, j'aime ma Nation, profondément, et je sais que la France continuera à être grande grâce et à travers l'Europe. Et cela est vrai pour toutes nos nations européennes.

France-Allemagne : un couple incontournable...

Il reste que pour continuer à avancer et à consolider ce miracle de la paix, l'Europe a besoin du couple franco-allemand. Si certains pays rechignent à reconnaître son caractère central, personne, en réalité, ne propose de solution autre. Les « alliances » de circonstance, dans les temps récents, n'ont été que des coalitions de refus. Refus par des pays d'Europe du Nord, autour des Pays-Bas, de l'approfondissement de la zone Euro. Refus par les pays d'Europe centrale, ralliés par l'Italie, d'une politique migratoire, alliant la nécessité de maîtriser les flux et le respect des principes moraux fondateurs de l'Union. En vérité, ce sont des rencontres d'égoïsmes nationaux, sur lesquels rien ne peut être bâti.

Prenons la question migratoire. Le ministre de l'Intérieur italien, le premier ministre hongrois, le gouvernement autrichien, enfin le ministre de l'Intérieur CSU allemand, dans les paroles, louent réciproquement leur politique de refus des migrants. Derrière les mots, voyons les faits. Le ministre de l'Intérieur allemand veut ouvrir, en 2018, des centres fermés pour refouler les migrants. Hurllements des Autrichiens, pour lesquels il est hors de question d'accepter ces refoulements. Les Autrichiens eux-mêmes ne veulent plus de migrants venant d'Italie. Mécontentement du ministre de

l'Intérieur italien, qui veut que les migrants descendant de bateaux dans des ports italiens soient aussitôt répartis entre les autres pays européens. Hors de question en ce qui concerne mon pays, réagit le premier ministre hongrois, comme les gouvernants polonais ou tchèque ! L'Europe des Nations que nous proposons les souverainistes n'est que l'Europe des égoïsmes nationaux, ceux-ci se saluant dans le principe et se livrant bataille dans la pratique.

...même s'il est compliqué

Oui, mais, pourra-t-on objecter, les choses ne sont pas faciles entre la France et l'Allemagne ! Et de récents événements en témoignent. Lorsque le 4 mars dernier, le président Macron s'adresse, dans leurs différentes langues, directement aux citoyennes et citoyens des 28 pays de l'Union européenne par une lettre intitulée « Pour une renaissance européenne », c'est une réponse plutôt décevante qui vient d'Annegrete Kramp Karrenbauer, qui a remplacé Merkel à la tête de la CDU : « *Europa jetzt richtig machen* », « Faisons l'Europe comme il faut ». Les observateurs en ont surtout retenu son désaccord par rapport aux propositions dans les champs économiques et sociaux, quoiqu'une lecture plus attentive montre l'accord pour les politiques migratoire et de sécurité. Lors du dernier Conseil européen, Macron et Merkel ont exprimé leur divergence quant à la position à adopter face à la demande britannique de repousser le délai pour la mise en œuvre du Brexit ou encore quant à l'engagement de négociations commerciales avec les Etats-Unis, le Français se montrant plus ferme face aux tergiversations britanniques ou aux injonctions de Trump. Juste avant le sommet européen de Sibiu de ce 9 mai, la France a pris l'initiative d'une déclaration commune visant une stratégie européenne ambitieuse pour le climat. Huit autres pays de l'Union ont signé, l'Allemagne ne l'a pas fait avant le sommet. Dans de récentes déclarations, Macron et Merkel ont assumé leur débat, en réaffirmant cependant l'importance du couple, marqué par une « confrontation féconde », selon les mots du premier.

Je crois qu'il ne faut pas dramatiser : ces récentes évolutions sont, en bonne partie, à relier à la campagne pour les élections européennes, dans lesquelles la CDU/CSU et « la République En-Marche » ne se situent pas dans la même mouvance.

De vraies différences...

Cela écrit, il est vrai que les intérêts de nos deux Nations ne sont pas forcément convergents en tous points et que le rapport entre la France et l'Allemagne, s'il est intense, est également compliqué. Les réactions en Allemagne au lendemain de l'élection de Macron en témoignent. Les hebdomadaires, *die Zeit* et *der Spiegel*, publient sa photo en première page, cette élection étant ressentie comme un événement majeur, signe de l'intensité de nos liens. *Die Zeit* représente Macron les yeux clos et la tête surmontée d'une auréole, avec en gros titre « *Der Heiland* », « le Sauveur », et le texte suivant : « Emmanuel Macron est considéré désormais comme le sauveur de l'Europe... Qu'avons-nous à attendre de lui ? [1] » *Der Spiegel* entoure son portrait en buste d'un halo bleu-blanc-rouge, avec le titre suivant « *Teurer Freund* », « Cher ami », y compris au sens de « Coûteux ami », ainsi que le précise le commentaire : « Emmanuel Macron sauve l'Europe...et l'Allemagne doit payer[2] . » L'on perçoit du soulagement, de l'admiration, de l'ironie et de la peur : l'Allemagne doit payer !

Les différences, de nature à contrarier leur relation, sont réelles entre la France et l'Allemagne. La France, fière de son siège au conseil de sécurité de l'ONU, de son armée capable d'expéditions, de sa force nucléaire, du rayonnement dû à sa langue et à son histoire de nation des Lumières, de la Révolution et des droits de l'homme, garde le regard tourné vers le vaste monde, avec des zones d'influence privilégiées dans le Sud, spécialement en Afrique. L'Allemagne, fière de la puissance de son économie et de la qualité de ses produits, est réticente devant les interventions militaires, a le regard tourné vers son continent et spécialement l'Europe centrale et orientale, où ses intérêts sont grands, et agit comme l'une des premières puissances exportatrices mondiales. Dans les relations commerciales entre les deux pays, le déséquilibre, au détriment de la France, est aussi ancien que le débat qui périodiquement l'accompagne. Il en va de même pour la situation de l'emploi. D'un autre côté, la démographie française est plus dynamique et la population plus jeune. Le système bancaire y est plus solide. Les Allemands s'irritent aisément des prétentions et du comportement de celle souvent nommée ironiquement « la Grande Nation. » Le prestige de leur pays tient dans la *deutsche Qualität*, la qualité allemande. Du côté français, l'on critiquera volontiers une politique économique allemande, jugée à courte vue et tirant les bénéfices du marché unique et de la zone euro sans songer à un retour suffisant vers les autres pays européens.

Le terrain institutionnel illustre nos décalages. En Allemagne, le système est fédéral, les *Länder* n'étant pas de simples régions, mais des Etats fédérés ; le régime est parlementaire, avec des partis qui discutent âprement d'un contrat de gouvernement, qui devra être respecté, et un *Bundestag*, qui contrôle sourcilieusement le gouvernement et ses engagements, spécialement militaires, à l'étranger ; la décentralisation est ancrée dans l'organisation du pays et, au lieu d'une capitale hégémonique, les pôles urbains maillent le territoire. En France, la République est unitaire et, quoique décentralisé, l'Etat reste bien présent dans l'administration du territoire ; la gouvernance du pays est dominée, sauf en période de cohabitation, par le Président de la République, qui dispose d'un vaste pouvoir, notamment pour l'engagement rapide d'actions militaires extérieures. Dans la gestion des comptes publics, à la rigueur germanique s'oppose la souplesse française. Dans la gouvernance des entreprises, à la *Mitbestimmung*, où les représentants du personnel participent à la direction des sociétés de plus de cinq cents salariés, fait face un système français qui peine, malgré des progrès, à sortir de l'affrontement entre un patronat rechignant à tout partage du pouvoir et des syndicats qui ne sont pas tous réformistes.

La vie de la société souligne aussi les contrastes. L'Allemagne préfère la culture du consensus, même s'il n'est pas toujours aisé à atteindre, la France plutôt la culture de la confrontation, objet d'un jugement ambigu des Allemands : critique de l'inclination à la grève et du manque de discipline, en somme de notre caractère latin, jointe à l'admiration devant la capacité du peuple français à ne pas s'incliner devant l'autorité et à défendre les libertés. Les stéréotypes s'expriment dans la culture populaire. L'allemand dit volontiers : „*Die Franzosen arbeiten um zu leben, wir leben um zu arbeiten*“, « Les Français travaillent pour vivre, nous vivons pour travailler », il critique la frivolité française, mais ajoute aussitôt, envieux et un peu admiratif : „*Leben wie Gott in Frankreich*“, « Vivre comme Dieu en France ! » et il se montre sensible à l'élégance française. Le Français sourit de la « lourdeur germanique », tout en louant « le sérieux et la rigueur germaniques. » Si le Français aime la

grandeur, l'Allemand privilégie la prudence, si le Français se veut créateur, l'Allemand veille à bien entretenir ce qu'il a bâti.

Dans le dialogue Merkel-Macron, l'on retrouve ces traits divergents : mesure, prudence et culture du consensus chez l'une, vision, acceptation de la confrontation et de l'idée d'incarner une grande nation, en mesure de s'adresser directement à tous les peuples européens, chez l'autre. Agacement chez les Français de la lenteur allemande, agacement chez les Allemands de la fougue française.

Un magnifique chemin parcouru ensemble pour l'Europe...

Ce schéma, tracé à gros traits très simplifiés, illustre, sans évoquer le terrible passé conflictuel, nos divergences. Et pourtant, quel magnifique chemin parcouru ensemble depuis la fin de la Guerre ! Evoquons en quelques images saisissantes : Konrad Adenauer et Charles de Gaulle assistant dans la cathédrale de Reims à la messe pour la paix en juillet 1962, puis signant le 22 janvier 1963 le Traité de l'Elysée ; Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing devenant des symboles vivants de l'amitié franco-allemande ; Helmut Kohl et François Mitterrand se donnant la main à Douaumont en 1984 ; le 11 novembre dernier, Emmanuel Macron et Angela Merkel se donnant l'accolade et se serrant la main de la fraternité dans la clairière de Rethondes.

Le « couple franco-allemand » a largement façonné l'Europe. Robert Schumann, Jean Monnet, Konrad Adenauer appartiennent aux pères fondateurs. Mitterrand et Kohl sont les acteurs clé de la création du marché unique, avec Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, puis de la naissance de l'Euro. Quand les deux hommes se rencontraient, ils savaient lancer par leur accord des initiatives suivies par toute l'Union.

... qui devient plus difficile...

Puis, les circonstances changent. L'Allemagne se réunifie et de puissance économique mais nain politique, selon une expression du temps de sa division, devient une puissance majeure tout court. Celles et ceux qui accèdent à la tête de nos nations n'ont pas connu la guerre. La capitale allemande migre de Bonn, une ville rhénane, vers Berlin, une ville du Nord. La réconciliation avec les pays d'Europe centrale, comme la Pologne, apparait aux Allemands aussi importante que celle réussie avec la France. Dans maints débats, l'Allemagne rejoint le Royaume Uni, dont la pensée néo-libérale influence l'Union. Bref, France et Allemagne doucement s'éloignent de leur relation si étroite.

Puis, viennent les crises : crise financière de 2008, crise grecque, crise de l'Euro, crise des migrants. Les approches française et allemande n'y sont pas d'instinct similaires : disposition française à soutenir les banques dès le déclenchement de la crise financière, prudence allemande initiale ; inclination française à aider la Grèce dès le début, réticence allemande au commencement ; ouverture de l'Allemagne à l'accueil des migrants en un premier temps, réserve française quant à un accueil trop généreux. Néanmoins, afin d'éviter la catastrophe, les positions se rapprochent. La gestion de crise, si elle conduit à des mesures pour consolider les banques et l'euro, n'autorise cependant pas le déploiement d'une vraie ambition européenne.

... avant la nouvelle donne...

La donne change encore, d'une part, avec le Brexit, qui oblige les 27 à resserrer les rangs pour définir une attitude commune face au Royaume Uni, d'autre part, avec le nouvel interventionnisme russe, le terrorisme islamiste, l'*America first* de Trump, qui incitent à une « Europe qui protège », enfin, avec les élections du printemps 2017, qui voient en France et aux Pays-Bas les populismes échouer dans leur tentative de parvenir au pouvoir.

Les élections françaises donnent en mai 2017 au pays un président jeune, ayant conduit campagne en fervent partisan de l'Europe. Rapidement, Emmanuel Macron montre sa volonté d'ouvrir un nouveau chapitre dans la construction européenne. En septembre 2017, près de l'Acropole à Athènes, il lance un appel pour une « refondation » de l'Europe. Peu après, son discours de la Sorbonne pour une « Europe souveraine, unie, démocratique » jouit d'un retentissement considérable en Allemagne. Quoiqu'elles représentent moins d'une page sur les 19 du discours et ne figurent qu'en dernière position des six « clés » de cette Europe souveraine, ses propositions sur l'Euro retiennent particulièrement l'attention.

Autrement qu'en France, les élections au *Bundestag* de septembre 2017 ouvrent une période d'incertitude politique, avec un recul sensible de la CDU/CSU et de la SPD, l'entrée au Parlement, en troisième position, du parti populiste et anti européen, *Alternative für Deutschland* (AfD), et le retour du parti libéral, la FDP. Après l'échec de la tentative de former une coalition *Jamaika* entre CDU/CSU, FDP, devenue eurosceptique, et Verts, les discussions pour une nouvelle Grande coalition aboutissent en février 2018 à un contrat de coalition, puis en mars, six mois après les élections, au cabinet Merkel IV

... qui a laissé espérer de nouvelles avancées...

Si la longueur des négociations pour constituer le gouvernement a ajourné la clarification de la position allemande, la reconstitution d'une grande coalition ouvre des perspectives favorables. Le contrat de coalition porte comme titre premier, « *Ein neuer Aufbruch für Europa* », « Un nouveau départ pour l'Europe », et consacre son premier chapitre à ce sujet, en se référant expressément au partenariat avec la France. De même, pour la défense.

Une lecture précise du contrat montre toutefois les limites de cet engouement pour la vision française. Pour la zone euro, l'attachement au pacte de stabilité et de croissance, qui oblige les Etats à la rigueur budgétaire, y est souligné. L'ordre budgétaire reste la ligne directrice. En matière de défense, derrière la pétition, « Nous voulons rester transatlantiques et devenir plus européens^[3] », derrière l'accent mis sur la coopération avec la France, il est surtout posé que l'OTAN reste essentielle. La CDU/CSU et la SPD proclament, dans leur contrat, la volonté de coopérer étroitement avec la France, mais sans rejoindre nombre de ses propositions et en restant fidèles aux fondamentaux de la politique allemande.

... mais l'Allemagne reste fidèle aux fondamentaux de ses politiques

Depuis que la grande coalition est au pouvoir, le parti AfD, entré avec 98 députés au Bundestag, y est devenu une force d'opposition bousculant la tonalité des débats.

Les flux massifs de migrants de l'année 2015 ont provoqué chez des franges de la population un rejet, renforcé par la montée du terrorisme islamiste et des incidents comme les agressions sexuelles de la nuit de la Saint Sylvestre 2015/2016 à Cologne ou, en 2018, les faits divers de Kandel et de Chemnitz. Les populistes ont exalté la crainte de ces fractions du peuple. Le lien, qui remonte au début de la République fédérale, entre la CDU et la CSU, son partenaire bavarois, a été interpellé, particulièrement en raison des débats relatifs à l'immigration, la CSU et Horst Seehofer, le ministre de l'Intérieur fédéral qui en est membre, ayant adopté des positions les rapprochant du populisme. La grande coalition connaît régulièrement des moments de tension, liés à cette évolution et aux mauvais résultats électoraux de ses composantes, que ce soit en Bavière ou en Hesse. Elle est fragilisée.

Des voix se sont élevées, notamment au sein de la CDU/CSU, contre les projets français pour la zone Euro. Olaf Scholz, le ministre social-démocrate des finances, a inscrit ses pas dans ceux de son prédécesseur chrétien-démocrate, Wolfgang Schäuble. *„Ein deutscher Finanzminister bleibt ein deutscher Finanzminister“*, « *Un ministre des finances allemand reste un ministre des finances allemand* », a-t-il lui-même reconnu. Les idées françaises d'un ministre des finances et d'un Parlement spécifique à la zone Euro ont été écartées. L'achèvement de l'union bancaire, avec la garantie européenne des dépôts bancaires, est retardée, du fait de la crainte de devoir payer pour des banques du Sud, cette crainte étant stimulée par l'évolution de l'Italie.

S'agissant de la défense, l'Allemagne reste sur la ligne de la retenue stratégique, comme l'a montré sa non-participation en avril 2018 aux frappes militaires en Syrie, menées par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, alors même que le gouvernement fédéral jugeait ces frappes totalement justifiées. Ou encore, comme le montre son engagement, réel, au Sahel, mais pas dans le combat armé, qui est le fait des Français. Entre les cultures stratégiques des deux pays existe un fossé. Tant au sein de sa classe politique que de sa population, la République fédérale a développé une « culture de retenue. » Dans ce domaine de la défense, le partenaire traditionnel de la France, capable comme elle d'intervenir rapidement sur les théâtres du monde, est le Royaume-Uni, la relation avec l'Allemagne, malgré des initiatives comme la création de la brigade franco-allemande, ne se traduisant pas dans le champ opérationnel.

« Qu'il était bleu le ciel et grand l'espoir/L'espoir a fui, vaincu, vers le ciel noir », faut-il appliquer ces vers de Verlaine au « Colloque sentimental », pour reprendre le nom de son poème, du couple franco-allemand ? Ou convient-il d'évoquer « l'impossible tango » entre Paris et Berlin ou encore « la stratégie de la tension », comme l'a fait le *Monde* ? Ce serait aller vite en besogne, comme nous le verrons plus loin.

Mais l'Europe est menacée

Après les divines surprises des scrutins français et néerlandais du printemps 2017, les ombres du populisme antieuropéen se sont à nouveau levées en 2018, que ce soit en République tchèque où le président Zeman a été reconduit, en Autriche où le gouvernement Kurz a associé les conservateurs et l'extrême droite anti-européenne, en Hongrie où les élections législatives ont redonné la victoire à Orban, en Italie où le gouvernement a été formé par une coalition populiste entre le mouvement 5 étoiles et la Ligue, qui est antieuropéenne, en Suède où lors des élections législatives le

parti d'extrême droite, *Démocrates de Suède*, a fait un excellent score. Et en 2019, les populistes poursuivent leur avancée dans les élections régionales aux Pays-Bas, les élections législatives en Finlande et en Estonie, où ils intègrent le gouvernement. Le sujet migratoire a provoqué des poussées de repli identitaire au profit de populistes défiants envers l'Europe, accusée de brader des frontières jugées protectrices et de ne pas savoir traiter le problème.

En Europe centrale, les peuples se replient sur eux, craignant pour leur identité retrouvée, refusant d'accueillir une population étrangère, fut-elle échappée de cruels conflits. Ces peuples, sous le manteau de l'Empire soviétique, sont restés en famille, entre eux. Si l'on ne pouvait guère sortir de leurs frontières, on ne pouvait pas plus y entrer. La chute du mur a représenté une ouverture pour ces peuples, dont une fraction a rejoint l'ancienne Europe de l'Ouest - ce qui, selon certains observateurs, peut annoncer une nouvelle crise-, mais cette ouverture signifia aussi que l'on pouvait entrer chez eux. Le risque de migrations issues d'autres continents a pris forme, avec les crises au Moyen Orient et en Lybie. Là s'est produite une fermeture des esprits, dont les gouvernements dits illibéraux, qui ont succédé aux démocrates des premiers temps de la fin du communisme, sont l'expression.

L'illibéralisme installe un système qui remet en cause la séparation des pouvoirs et s'appuie sur un homme fort, se définissant comme la parole et la volonté d'un peuple saisi par la crainte obsidionale, la peur de l'autre. Il interpelle le modèle démocratique, fondement de l'Union. Ces populismes représentent bien une menace existentielle pour l'Union. De leur fait, une division s'est insinuée entre l'Est et la majeure partie de l'Ouest de l'Europe.

Cette division s'ajoute à celle entre un Nord prospère, aux finances équilibrées, et un Sud soumis aux turbulences. Le refus d'aider immédiatement la Grèce a été une erreur, car elle a montré aux marchés financiers que la zone euro était faible et les a encouragés à attaquer l'un après l'autre les pays jugés fragiles, précipitant la zone Euro dans une crise qui eût pu être évitée. La faute était, tout autant, morale. Les Européens du Nord parlaient alors des pays du « club Med » ou des PIGS (en anglais, Portugal, Irlande, Grèce, Espagne), c'est-à-dire des « cochons » pour qualifier ces nations jugées insuffisamment disciplinées. Où était l'esprit européen, dans ce mépris pour des membres de l'Union ? Une fracture psychologique est née. La confiance dans l'Europe a reculé. Ce recul a été amplifié chez les Italiens par le sentiment de se retrouver seuls face à la déferlante migratoire.

Dans ce diagnostic de la maladie européenne, il faut inclure le Brexit, qui représente une épreuve considérable pour l'Union. Jusqu'alors, l'Europe s'est toujours élargie, cet élargissement, parfois critiqué, signifiant en tout cas un désir de rejoindre l'Union, un désir d'Europe. Pour la première fois, un pays, l'un des plus importants, a décidé de partir. Il s'agit d'un retournement historique, même si d'autres candidats attendent encore aux portes.

Enfin, il faut évoquer à nouveau le changement de l'attitude des Etats-Unis face à l'Union européenne, qu'ils jugent désormais contraire à leurs intérêts. A la vérité, ils sont rejoints par la Chine et la Russie dans la préférence à discuter non avec une Europe unie et forte, mais avec chacun de nos pays, isolé et faible. Et certains Européens sont attentifs aux souhaits de ces puissances, soit qu'ils comptent absolument sur la protection américaine face à l'ours russe, comme les Baltes ou les Polonais, soit qu'ils sont alléchés par les promesses chinoises des routes de la soie, comme maints Etats balkaniques ou Est-européens, rejoints par l'Italie.

L'Union continue d'avancer

Ce diagnostic signifie-t-il que ce malade, cette Europe, est condamnée ? Je ne le crois pas.

D'abord, souvenons-nous que l'Europe a toujours cheminé de crise en crise. On l'a oublié, mais de juin 1965 à janvier 1966, la France du général de Gaulle a pratiqué la politique de la chaise vide, refusant de participer aux réunions du conseil des ministres de la Communauté économique européenne et bloquant ainsi toute décision, cela jusqu'au compromis de Luxembourg. Songeons aussi aux incartades de Mme Thatcher, qui ont exigé un art certain du compromis. En vérité, la construction européenne s'effectue dans la dynamique, mais délicate rencontre du pragmatisme et de l'idéal, dans la composition à trouver sans cesse entre les intérêts des Nations constitutives et l'idée d'une véritable union, pacifique et prospère. Le compromis est, au total, la marque de fabrique de l'Europe. La résolution de la crise nécessite généralement ce compromis. En définitive, la crise fait avancer l'Europe.

Elle oblige aussi l'Europe, car elle doit être surmontée, sauf à remettre en cause sa construction même, et sa réponse doit à la fois porter le sceau de l'efficacité et celui du respect de ses valeurs. Les crises actuelles, caractérisées par leur multiplicité, exigent des réponses selon cette double exigence. Elles sont possibles, malgré l'ampleur des défis. Face au Brexit, les Européens ont su trouver l'unité et la clarté nécessaire dans leur position, les Britanniques découvrant, à travers la difficulté à la quitter, la force que représente l'Union. S'agissant de la crise migratoire, les diverses initiatives prises par l'Union ou les pays membres, parfois dans le désordre et de façon contestable, ont, en tout cas, eu pour effet de faire diminuer de façon drastique les flux migratoires dans la Méditerranée. Par-delà les positions de certains pays difficilement admissibles au regard de l'esprit communautaire, un travail de fond est effectué par la Commission et les instances communautaires. En vue de fortifier les frontières extérieures de l'Union, le Parlement et le Conseil des ministres se sont notamment accordés, à la fin du mois de mars, sur un développement considérable de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

Observons que, comme je l'ai déjà indiqué, l'Europe de la défense a connu, en peu de temps, en 2017 et 2018, des avancées que l'on peut qualifier d'historiques.

Enfin, il faudrait mentionner tant d'autres avancées récentes, depuis 2017. Contentons-nous de citer : la révision de la directive sur les travailleurs détachés ; l'accord sur les conditions de travail dans le transport routier transeuropéen ; l'accord des Etats pour créer une autorité européenne du travail ; la proclamation du socle européen des droits sociaux ; l'adoption du règlement général sur la protection des données (RGPD) ; l'adoption du « droit voisin », tant attendu par nos journaux ; le doublement, à 30 Mds€, de la dotation financière du programme ERASMUS pour la prochaine période (2021-2027) ; la création prochaine d'universités européennes ; l'accord intervenu sur les nouvelles normes après 2020 pour les émissions de gaz carboniques par les voitures, qui représentent un vrai défi pour l'industrie automobile ; le vote par le Parlement du règlement pour une meilleure surveillance des investissements étrangers dans l'Union, cette surveillance visant spécialement la Chine ; l'application d'amendes sans précédent à des multinationales de l'Internet pour aides d'Etat abusives (13 Mds€ pour Apple) ou abus de position dominante. Restons-en là, sauf à rappeler que le réseau satellitaire européen Galileo, plus précis que le GPS américain, est devenu opérationnel en 2018.

Quelques observations complémentaires. Depuis le traité de Lisbonne, le Parlement européen a gagné en puissance, son pouvoir de colégislateur s'appliquant à l'essentiel des compétences communautaires. Dès lors, il faut, pour l'adoption d'une loi européenne, l'accord du Conseil, représentatif des Etats, du Parlement et de la Commission, accord intervenant dans le cadre du trilogue entre ces trois institutions. Cette procédure peut allonger le processus de décision, ce que l'on a notamment vu pour certains projets dans le champ de la sécurité. Le Parlement est, en effet, très attentif à tout ce qui touche aux libertés publiques ou à l'environnement, tirant vers le haut l'ambition européenne dans ces domaines. Il constitue aussi une instance, au sein de laquelle ne règne pas de parti majoritaire, ce qui exige la réalisation de majorités autour des projets examinés, dans le cadre d'un processus fort démocratique.

Enfin, remarquons que si les mouvements populistes et de rejet de l'étranger ont progressé, ils ne sont pas seuls représentatifs des peuples. Loin de là. En Allemagne, le parti xénophobe AfD est bien visible, mais a, en définitive, recueilli au scrutin de septembre 2017 un peu moins de 13 % des suffrages et dans les récents votes en Bavière et en Hesse 10% et 13 %. Les mouvements hostiles aux dérives xénophobes n'ont pas manqué de se manifester à leur tour et de montrer leur ancrage dans le peuple allemand. Dans les dernières élections, en Bavière, en Hesse, au Luxembourg, en Belgique, aux Pays-Bas, un parti europhile, celui des Verts, a connu une progression remarquable. Même en Europe centrale, les opinions sont loin d'être unies derrière la ligne xénophobe. En Pologne, contrairement aux campagnes, les villes ont voté contre le parti au pouvoir lors des dernières élections locales. En Slovaquie, les citoyens viennent d'élire une présidente de la République, qui avait mené campagne en amie de l'Europe. En Finlande et en Espagne, les sociaux-démocrates viennent de réaliser le score le meilleur.

Malgré ses difficultés, le couple franco-allemand poursuit son travail

Revenons à la France et à l'Allemagne. Macron ne relâche pas l'effort. Que ce soit devant le Parlement européen ou à Aix-la-Chapelle, où le prix Charlemagne lui a été remis, il plaide régulièrement pour la souveraineté et l'unité européenne, pour la nécessaire relance. Et il dénonce les nationalismes menaçants pour l'Europe, ce qu'il a encore fait le 11 novembre 2018. Devant le Bundestag, en novembre 2018, il a appelé à nouveau nos deux pays à sortir de l'immobilisme. Le 4 mars de cette année, comme je l'ai déjà évoqué, il a adressé aux citoyennes et citoyens des 28 pays de l'Union européenne sa fameuse lettre « Pour une renaissance européenne », avec trois ambitions : liberté, protection et progrès.

Ces initiatives peuvent provoquer de l'agacement, comme cela a été dit, et des voix soulignent ce qu'ils appellent son isolement en Europe. Cependant, nul ne peut nier qu'elles recèlent une vision ambitieuse. Par-delà les critiques, l'intérêt, voire la séduction, que provoquent la conviction de Macron, son projet de nouvel élan pour l'Europe n'ont pas disparu en Allemagne ni ailleurs. Des voix incitent les Allemands à bouger. Le franco-allemand, Daniel Cohn Bendit, a stigmatisé, lors d'un débat télévisé sur une chaîne allemande, un an après l'élection de Macron, « *une paresse intellectuelle en Allemagne à se confronter avec les propositions de Macron pour l'Europe.* »^[4] Le vice-président du groupe FDP au Bundestag, chargé de la politique extérieure, Alexander Graf Lambsdorff, a pris une position claire à l'occasion du centenaire de la fin de la première guerre mondiale : « ...L'Allemagne doit enfin saisir

la main tendue par le président français pour une réforme de l'Europe et s'emparer des projets d'Emmanuel Macron.[5] » La réponse de Kramp Karrenbauer n'a pas manqué de susciter des critiques en Allemagne. L'ancien ministre des affaires étrangères, le social-démocrate Sigmar Gabriel dans un article du *Monde*[6], intitulé « En Allemagne, un silence assourdissant répond à M. Macron », a salué la lettre du Président français et stigmatisé le manque de volonté et d'initiative de son pays. S'agissant de l'initiative française pour le climat avant le sommet de Sibiu, que la chancelière a d'abord refusé de signer, des voix, dont celle de la ministre SPD de l'environnement, se sont aussitôt élevées pour contester cette décision...et l'Allemagne a fini par signer. Ne l'oublions pas, ces voix existent et s'expriment en Allemagne.

Par ailleurs, si les avancées prennent du temps, elles finissent par advenir. En juin 2018 au château de Meseberg près de Berlin, Macron et Merkel ont signé une déclaration, qui a suscité peu d'intérêt dans les médias et dont l'importance a été sous-estimée. Ils ont affirmé, en entrant dans le concret, des positions communes pour le renforcement de la défense européenne, l'approfondissement de la zone Euro, la recherche d'une fiscalité plus harmonisée, la création rapide d'universités européennes, la définition d'une politique migratoire, la politique du climat.

Depuis, Macron et Merkel ont été affaiblis politiquement dans leur pays. Après les échecs électoraux en Bavière et en Hesse, Merkel s'est décidée à ne plus se représenter en 2021 comme chancelière et a renoncé à la présidence de la CDU. Macron a connu à la fin de l'année une crise majeure avec le mouvement des « gilets jaunes », dont il n'est pas encore totalement sorti.

Pourtant, malgré cet affaiblissement en politique intérieure, les deux dirigeants ont confirmé leur volonté de continuer à être le couple moteur dans la construction européenne. Le 22 janvier dernier, ils ont signé le traité d'Aix-la-Chapelle, dans une ville allemande qui représente un puissant symbole pour l'Europe. Comme toujours, les critiques se sont exprimées : pour les uns, ce traité ne contenait rien de significatif, pour les autres, il portait atteinte à notre souveraineté, certains lanceurs de fausses nouvelles allant même jusqu'à affirmer qu'il offrait l'Alsace à l'Allemagne. La vérité est que ce traité, qui renouvelle celui de l'Élysée conclu en 1963, approfondit la coopération de nos nations, dans les domaines de la politique européenne, de l'économie, de la culture, de la recherche, de l'environnement, de la sécurité. Par des consultations régulières, les deux pays veulent établir des positions communes dans les affaires européennes. Ils ambitionnent d'instituer une zone économique franco-allemande dotée des mêmes règles. Par la création notamment d'un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, ils veulent donner de nouvelles impulsions dans ces domaines. Dans le but d'approfondir la coopération transfrontalière, ils veulent doter les collectivités territoriales des territoires frontaliers et les entités transfrontalières de compétences nouvelles, ils veulent faciliter la mobilité transfrontalière, promouvoir le bilinguisme dans les zones frontaliers. Ils ont décidé, par ailleurs, qu'un membre du gouvernement d'un des deux États prendrait part, une fois par trimestre au moins et en alternance, au conseil des ministres de l'autre État. C'est ainsi que, le 27 mars dernier, Le Drian, notre ministre des affaires étrangères, a participé à une réunion du cabinet allemand à Berlin.

La volonté de coopérer plus étroitement anime aussi nos Parlements, qui ont décidé la création d'une assemblée parlementaire commune réunissant cinquante députés de chaque pays. Cette assemblée s'est constituée le 25 mars dernier à Paris. Elle

doit notamment veiller à la concrétisation des projets du traité d'Aix-la-Chapelle ou des décisions du conseil des ministres franco-allemand, ainsi qu'à une transcription similaire dans les deux pays des directives européennes.

Si la mise en œuvre de la déclaration de Meseberg est parfois jugée trop lente du côté français, dans le domaine sensible de l'euro, les ministres des finances de nos deux pays se sont accordés pour un budget de la zone euro, de même que pour le fonds monétaire européen. Dans le domaine militaire, les ministres de la défense, qui avaient signé à Meseberg une lettre d'intention commune sur le char de combat du futur et une autre sur le système de combat aérien du futur, ont franchi de nouvelles étapes pour ce dernier, de sorte que les sociétés Airbus et Dassault peuvent avancer dans la concrétisation du projet. Et l'on peut espérer que le sérieux problème lié aux exportations, qui est apparu à travers les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, pourra être réglé après les élections européennes.

S'agissant des rapports avec la Chine, un accord est également advenu, après une assez longue période de blocage par l'Allemagne en raison de ses liens commerciaux. Lors du sommet européen de mars des chefs d'Etat et de gouvernement, une stratégie commune a pour la première fois été arrêtée à l'égard de la Chine, qualifiée à la fois de partenaire et de rival systémique. Et lors de sa visite d'Etat à Paris le 26 mars, le président Xi Jinping a eu droit à une réunion commune avec le président Macron, la chancelière Merkel et le Président de la Commission Juncker. Le message était clair : la Chine ne discute pas seulement avec la France, mais avec l'Union, la première puissance commerciale mondiale.

En résumé, derrière le bruit médiatique des crises, l'Europe ne cesse de travailler, tandis que la France et l'Allemagne, même si cela n'est pas toujours facile et si elles se heurtent à des intérêts pas forcément convergents, continuent à avancer, conscientes de leur responsabilité. Celle-ci est certes immense, s'agissant de la réponse à apporter à tant de défis existentiels pour l'Europe. Et leur couple doit s'ouvrir aux partenaires susceptibles de contribuer à cette réponse.

Le départ du Parlement de Strasbourg, où souffle l'esprit de l'Europe, serait un coup terrible

J'ai été bouleversé lorsque j'ai lu dans la réponse de Kramp Karrenbauer à Macron qu'il était temps de mettre fin à « l'anachronisme » du siège strasbourgeois du Parlement européen et d'installer celui-ci à Bruxelles. L'an dernier, ce fut Merkel et désormais c'est sa remplaçante à la tête de la CDU qui portent le fer contre Strasbourg. Lorsque les Anglais ou les Italiens du mouvement cinq étoiles le font, cela ne me bouleverse pas, mais les Allemands, pour lesquels Strasbourg représente tant !

C'est autour de Strasbourg et de l'Alsace que nos deux pays se sont affrontées, que l'Europe s'est déchirée. C'est là qu'elle s'est retrouvée et que s'est incarné le « miracle de la paix » !

C'est à Strasbourg que s'est constituée la première assemblée européenne, le Conseil de l'Europe, qui veille spécialement au respect de la démocratie et de l'Etat de droit. La Cour européenne des droits de l'Homme, qui en est fille, « *constitue, en quelque sorte, la "conscience" de l'Europe...* », selon le pape François. C'est aussi à Strasbourg que les consciences du Monde, comme Nelson Mandela, sont

récompensées par le prix Sakharov du Parlement, le « Nobel de la paix européen ». C'est dans cette cité que les droits humains sont inscrits au cœur même des institutions qui y siègent.

C'est à Strasbourg que se lèvent les voix incarnant l'Europe. Les chefs d'Etat viennent y présenter, devant le Parlement de l'Union, leur vision de l'Europe. Les papes s'y expriment. L'hommage à un artisan majeur de l'Europe, Helmut Kohl, y est rendu solennellement. Le discours sur l'état de l'Union y est prononcé par le président de la Commission européenne.

C'est à Strasbourg qu'avec le Parlement, le pouvoir législatif de l'Union s'exprime, en portant une attention particulière à tout ce qui touche aux libertés publiques.

Si Bruxelles en devenait la seule capitale, la perte serait immense pour l'Europe, le coup serait terrible pour l'Union. Ne resterait comme capitale qu'une ville de techniciens et de politiques à la recherche de compromis. Et le Parlement ne s'inscrirait plus que dans cette image, en renonçant à ce qui fait la spécificité de Strasbourg dans l'imaginaire européen. Même si un travail indispensable y est accompli et mérite d'être salué, Bruxelles ne saurait incarner le rêve d'Europe. C'est à Strasbourg qu'il s'incarne. C'est à Strasbourg que repose l'âme de l'Europe. Elle en est la capitale spirituelle, où souffle l'esprit. Qui aime l'Europe, aime Strasbourg ! Ce sont les pragmatiques, pour ne pas dire les boutiquiers, n'ayant qu'une vision technocratique, matérialiste, marchande de l'Europe, qui luttent contre la place de Strasbourg en son cœur vibrant.

Pour un nouveau serment de Strasbourg

En 1989, j'ai fait une proposition au président Mitterrand, dont je fus le collaborateur - la note que je lui ai faite figure en annexe de mon livre « Un Alsacien préfet en Alsace : la signature d'un nouveau serment de Strasbourg par les présidents des Républiques française et allemande, les lointains successeurs de Charles le Chauve et Louis le germanique, les petits fils de Charlemagne, qui avaient prononcé en 842 les serments de Strasbourg. Ce nouveau serment prendrait la forme d'un traité conclu sur le Rhin. Il proposerait à l'Union une terre, située des deux côtés du fleuve, qui recevrait un statut européen. Dans un second traité, l'Union accepterait ce don et déciderait de construire sur cette terre un « palais de l'Europe », un véritable palais susceptible d'éveiller le rêve des peuples. Celui-ci serait composé de bâtiments édifiés sur les deux rives et réunis par un pont, le pont du miracle de la paix. Les plus grands artistes du continent, architectes, sculpteurs, peintres, décorateurs, seraient sollicités. Ce palais autoriserait l'émergence d'un cérémonial de l'Europe nouvelle. Il hébergerait un vaste musée de la construction européenne et, au-delà, de la civilisation du continent, reflétant tant son unité que sa diversité. Il pourrait aussi accueillir une université européenne, des centres de recherche, un théâtre multinational, un opéra... Son enjambement du Rhin ancrerait charnellement l'Allemagne dans l'aventure européenne de Strasbourg, conformément d'ailleurs à la vocation de cette cité, dont l'évêché s'étendit jusqu'à la Révolution des deux côtés du fleuve.

J'ai également soumis cette idée aux présidents Chirac, Sarkozy et Hollande, en leur suggérant de renouveler le traité de l'Elysée par un nouveau serment de Strasbourg. Finalement, c'est le traité d'Aix-la-Chapelle, qui a complété le traité de l'Elysée. Pour autant, l'idée du serment de Strasbourg garde sa valeur. J'ai pu la présenter, l'an

dernier, lors d'une conférence à Strasbourg et dans des articles parus dans la presse nationale et régionale. L'on peut objecter qu'il s'agit d'un rêve et que les Européens attendent aujourd'hui des réponses concrètes aux défis posés. C'est vrai, comme il est vrai que, selon les mots même de Macron à la Sorbonne, « *L'Europe aussi est une idée...L'Europe ne vivra que par l'idée...*

NOTES

[1] *Der Spiegel*, 13.5.2017, „Emmanuel Macron gilt nun als Retter Europa. Doch in Frankreich ist er von vielen Menschen verhasst, nicht nur unter den Rechten. Was haben wir von ihm zu erwarten?“

[2] *Die Zeit*, 11.5.2017, „Emmanuel Macron rettet Europa...und Deutschland soll zahlen“

[3] „Wir wollen transatlantisch bleiben und europäischer werden“, p. 144 du *Koalitionsvertrag*.

[4] « ...eine intellektuelle Faulheit in Deutschland sich mit Macron's Vorschläge für Europa zu konfrontieren...», *Weltspiegel*, „Ein Jahr Macron - Monsieur Macron“, 24 HD, 14ten. Mai 2018.

[5] « ...Deutschland muss jetzt endlich die ausgestreckte Hand des französischen Präsidenten für eine Reform Europas ergreifen und die Vorschläge Emmanuel Macrons aufgreifen.“, *DPA*, cahier en allemand des *DNA* du dimanche 11 novembre 2018.

[6] *Le Monde*, jeudi 14 mars 2019.